

Amérique Centrale Rétrospective 2003 de cinq pays de l'isthme Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica

Sylvie Dugas

L'adhésion de l'Amérique centrale à un accord économique avec les États-Unis, l'Accord de libre-échange avec l'Amérique centrale (ALEAC) a certainement représenté l'un des faits les plus marquants de l'année 2003 pour les cinq pays de l'isthme. La négociation de l'ALEAC a de fait entraîné l'adoption de plusieurs lois et règlements dans la région, de même que la participation de certaines nations à l'effort de guerre en Irak.

Quatre pays de l'Amérique centrale (Guatemala, Salvador, Honduras et Nicaragua) ont conclu le 17 décembre l'ALEAC¹. Après plusieurs semaines de pourparlers, le Costa Rica a finalement adhéré à l'accord le 25 janvier 2004². L'accord auquel les parties sont parvenues a permis au Costa Rica de faire quelques gains, notamment celui de procéder à l'ouverture du secteur de l'assurance plus lentement que prévu. Ce délai lui permettra de mettre en place un cadre réglementaire d'ici le 1^{er} janvier 2007. Les firmes américaines pourront toutefois profiter d'une ouverture immédiate sur certains types d'assurance.

D'autre part, le Costa Rica s'est engagé à se défaire du monopole qu'il détenait dans le domaine des télécommunications dans trois secteurs, en particulier, soit les services de réseaux privés de même que les services Internet et sans fil. La libéralisation dans les deux premiers secteurs ne se fera qu'en 2006, après l'établissement d'un cadre réglementaire adéquat. Les services de cellulaire seront libéralisés l'année suivante. C'est un gain pour

le Costa Rica, puisque les États-Unis souhaitaient en décembre 2003 avoir accès au marché des télécommunications sans l'établissement des cadres juridiques connexes.

Le Costa Rica a également obtenu de meilleures conditions dans les secteurs de l'agriculture et du textile. Ce pays a toujours soutenu que le degré de libéralisation des secteurs de l'assurance et des télécommunications dépendrait des concessions obtenues en matière de textile et d'agriculture. Ses réserves lui ont valu une plus grande ouverture des marchés de la part des États-Unis en matière d'agriculture, dans les secteurs de la volaille et à d'autres produits. En effet, les négociateurs américains ont consenti à une réduction graduelle des barrières tarifaires sur une période de 17 ans, imposant un quota de 300 tonnes sur leurs exportations de volaille au Costa Rica. Ces quotas augmenteront chaque année et les tarifs douaniers seront réduits jusqu'à leur complète disparition. Cette entente est nettement plus avantageuse que celle conclue avec les quatre autres pays de l'isthme, qui consiste en une réduction graduelle des barrières tarifaires sur 15 ans et autorise l'exportation immédiate de 22 000 tonnes de volaille réparties entre les quatre pays.

Les États-Unis ont aussi accepté la demande du Costa Rica de retirer les patates et les oignons des produits sujets à l'élimination tarifaire. Ces produits exportés par les États-Unis se verront imposer un quota qui augmentera chaque année. Cette clause est identique à celle obtenue par les quatre pays d'Amérique centrale dans le secteur du maïs, un produit de consommation extrêmement sensible pour eux. Cependant, le Costa Rica n'a pas obtenu le

¹ Voir Sylvie Dugas, *Un accord de libre-échange est conclu entre quatre pays d'Amérique centrale et les États-Unis, excluant le Costa Rica*, chronique des Amériques 04-02).

² Voir *Inside U.S. Trade*, vol. 22, no 5, 30 janvier 2004.

niveau de protection qu'il souhaitait en ce qui a trait au riz, un produit jugé très sensible par les Costaricains. Le principe de l'exclusion de l'élimination tarifaire pour un produit d'intérêt pour l'Amérique centrale a tout de même été adopté dans l'ALEAC, en l'échange de l'abandon de la demande de réduction tarifaire en matière de sucre qui serait remplacée par un quota élargi qui augmenterait annuellement. Le règlement sur les quotas en matière d'éthanol permettra au Costa Rica d'utiliser les deux tiers de son alcool pour la production d'éthanol.

En matière de textile, le Costa Rica a réussi à s'assurer un traitement préférentiel pour les vêtements en laine, qui jouiront un rabais de 50 % (pour 500 000 mètres carrés) face à ceux produits dans de tierces nations. Cette entente est valide pour deux ans, mais peut être reconduite au terme de négociations futures. Le Costa Rica cherchait à s'assurer des tarifs préférentiels pour la laine et le coton, mais l'ALEAC avait déjà convenu que seul le Nicaragua pourrait en bénéficier en raison de son faible niveau de développement. Les analystes considèrent que cette entente accorde au Costa Rica une flexibilité additionnelle mais limitée dans la production de vêtements de laine.

Le texte final de l'accord ne sera complété qu'à la fin mars. Cependant, l'ALEAC pourrait ne pas être ratifié par le Congrès américain avant les élections de novembre 2004, puisque l'administration Bush n'a toujours pas soumis le texte aux congressistes.

Une croissance économique modérée

Durant l'année 2003, les économies des quatre pays centraméricains, à l'exclusion du Costa Rica, ont progressé de 2 à 3 %. alors que celui-ci a enregistré la plus importante croissance économique en Amérique latine (à l'exception de l'Argentine), soit 5,6 %.

Un contexte international favorable est à l'origine des progrès réalisés en Amérique latine : pour la première fois en cinq ans, les termes de l'échange en matière de commerce international n'ont pas régressé, en raison d'une demande croissante aux États-Unis et en Chine. Quoique cette croissance pourrait se poursuivre durant l'année prochaine, l'endettement croissant des États-Unis pourrait freiner cette avancée. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations unies (CEPALC), les économies centraméricaines ne croîtront en 2004 que de 2,5 %, une proportion

équivalente à la hausse de la démographie régionale. (Voir tableau 1)

I – Croissance du produit interne brut (PIB) pour l'Amérique latine et l'Amérique centrale (chiffres per capita entre parenthèses)			
	2002	2003	2004
Amérique latine et Caraïbes	-0,5 (-1.9)	1,5 (0.0)	3,5
Costa Rica	2,9 (0.7)	5,6 (3.5)	4,5
El Salvador	2,1 (0.2)	2,0 (0.1)	2,5
Guatemala	2,2 (-0.5)	2,4 (-0.2)	2,5
Honduras	2,4 (-0.2)	3,0 (0.4)	2,5
Nicaragua	0,7 (-1.9)	2,3 (-0.4)	2,5
Panamá	0,8 (-1.1)	3,0 (1.1)	3,0

Source: CEPAL, Bilan préliminaire des économies d'Amérique latine et des Caraïbes 2003. Les chiffres de 2003 sont préliminaires et ceux de 2004 sont des projections.

Certains facteurs qui ont été bénéfiques pour les économies latino-américaines n'ont toutefois pas eu le même effet en Amérique centrale. Par exemple, la hausse des prix du pétrole à partir du début de 2002 a avantagé les pays producteurs de pétrole. Mais pour l'Amérique centrale, cette hausse s'est traduite par des coûts plus élevés : le prix moyen des produits dérivés du pétrole a augmenté de 60 % entre 1997 et la fin de 2003 (23 % seulement en 2003). Pendant ce temps, le prix moyen du café durant la même période a baissé de 60 %, avec une légère récupération en 2003. Le prix du sucre, qui avait aussi atteint son plus bas niveau, a porté préjudice à l'économie centraméricaine. En bref, contrairement au reste de l'Amérique latine, les termes d'échange se sont avérés défavorables pour l'Amérique centrale. Par ailleurs, le récent ralentissement de l'économie mexicaine, où la croissance per capita a été négative pour la troisième année, préoccupe les analystes quant aux bénéfices éventuels de l'ALEAC.

Le cas de Mexique met en doute le résultat des recettes économiques adoptées par les pays d'Amérique centrale, qui favorisent le contrôle des prix et de l'inflation, la stabilité des taux de change et de la monnaie, ainsi que les privatisations. En effet, les objectifs de stabilisation ont prévalu sur la

croissance, puisque ni le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua n'ont enregistré une croissance per capita en 2003. Les envois de devises ont constitué la principale source du maintien de la demande interne dans ces quatre pays. Ces devises, qui se sont traduites en grande mesure par l'importation de biens de consommation, ont compensé dans la plupart des cas (sauf au Nicaragua) le déficit commercial. (Voir tableau 2 et 3).

II - Termes d'échange de biens (1997 = 100.0)			
	2001	2002	2003
Amérique latine et les Caraïbes	97.6	96.7	97.9
Costa Rica	93.9	92.5	89.6
El Salvador	85.2	84.5	83.4
Guatemala	87.5	86.6	85.0
Honduras	88.1	85.4	83.0
Nicaragua	84.5	83.2	80.4
Panamá	97.0	96.0	94.0

Source : CEPAL, Bilan préliminaire des économies d'Amérique latine et des Caraïbes 2003.

III – Quelques indicateurs de la balance des paiements, 2003 (US\$ millions)				
	Export	Import	Balance de biens	Balance de Transferts courants
Costa Rica	6,051	7,086	-1,035	196
El Salvador	3,208	5,405	-2,197	2,095
Guatemala	2,789	5,712	-2,923	2,135
Honduras	2,052	3,167	-1,115	1,060
Nicaragua	731	1,624	-893	435
Panamá	4,890	5,844	-954	253
Total	19,721	28,838	-9,117	6,174

Source : CEPAL

Le Guatemala

- *Économie*

Si la stabilité du taux de change et des prix (de 5,24 %) a été garantie en 2003 malgré l'incertitude électorale, les rares investissements ainsi que la faible création d'emplois – qui a enregistré une baisse de 4,3

% – demeurent préoccupants au Guatemala. En 2003, le Guatemala a aussi été marqué par la stagnation du secteur manufacturier (0,7 %) ainsi qu'une faible croissance du secteur agro-alimentaire, qui n'a été que de 1,1 % contre 1,8 % en 2002. L'indice des prix aux consommateurs a aussi connu une hausse de 5,8 % (contre 6,3 % en 2002) et le déficit fiscal a augmenté de 1,6 % en 2003 (contre 1 % en 2002).

D'après la CEPALC, les finances publiques guatémaltèques ont souffert de la résistance des gens d'affaires à accepter diverses hausses de taxes, du retard dans la collecte des bons de gaz et des dépenses extraordinaires liées à la démobilisation de l'Armée, comprenant le paiement de compensations à 250 000 soldats. L'excès de liquidité dans le marché et la faiblesse structurelle des finances publiques demeurent donc un handicap.

Cependant, les exportations guatémaltèques ont crû en 2003 de 6,1 % en raison d'une augmentation de la demande internationale, une légère récupération des prix du café et du pétrole ainsi que de certains produits d'exportation. Quoique la croissance des importations ait été de 2,4 % contre 8,5 % en 2002, le déficit commercial a atteint 2 490 millions \$US. Parmi les signes positifs de l'économie guatémaltèque, la CEPALC mentionne les taux d'intérêt stables ou à la baisse, la stabilité du taux de change de même que le renforcement des réserves de devises internationales (plus de 2,9 milliards \$US).

Guatemala: principaux indicateurs économiques			
	2001	2002	2003
<i>Taux de variation annuel</i>			
Produit intérieur brut	2.6	2.2	2.4
Prix au consommateur	8.9	6.3	5.8
Taux de change effectif	-4.2	-8.2	4.6
<i>Pourcentage moyen annuel</i>			
Taux de chômage urbain	-	3.1	3.4
Déficit fiscal du gouvernement	-1.9	-1.0	-1.6
Taux d'intérêt réel passif	-0.1	0.8	1.5
Taux d'intérêt réel actif	9.3	10.0	10.8
<i>(en US\$ millions)</i>			
Exportations	3,905	3,769	3,963
Importations	6,070	6,622	6,797
Solde du compte courant	-1,253	-1,193	-1,109
Compte de capital et financier	1,727	1,215	1,489

Source : CEPAL

Pour l'année 2004, la CEPALC prévoit une croissance de l'économie guatémaltèque de l'ordre de 2,6 % ainsi que le maintien d'un taux d'inflation similaire à celui de 2003 (de 4 à 6 %). Le déficit fiscal pourrait cependant atteindre 3 % du PIB.

- *Politique et société*

L'année 2003 a été marquée au Guatemala par une campagne électorale qui s'est déroulée « dans un contexte de violence, de corruption et d'impunité, de récession économique et sociale prolongée et de grave crise agricole »³. Le résultat serré des élections, qui avaient lieu le 9 novembre 2003, a entraîné la tenue d'un second tour le 28 décembre suivant, au cours duquel le Parti d'avancement national (PAN) d'Oscar Berger, a remporté la victoire. Pour accroître ses chances de gagner, Oscar Berger avait constitué une alliance de plusieurs partis proches du secteur privé, connue sous le nom de Gran Alianza Nacional (GANAN)⁴. Alors que le FRG a été évincé au premier tour, Oscar Berger, lui-même un industriel sucrier, a affronté Álvaro Colom, de l'Unité nationale de l'espérance (UNE) au second tour, le 28 décembre 2003. L'équipe au pouvoir, à l'intérieur de laquelle les femmes et les autochtones sont pratiquement absents, est donc constituée en bonne partie d'entrepreneurs.

Le parti sortant, le Front républicain guatémaltèque (FRG) avait pourtant réussi à imposer son candidat vedette, le général Efraín Ríos Montt, président du Congrès, dont la candidature à la présidence était interdite par la constitution en raison de son accession au pouvoir en 1982 à la suite d'un coup d'État. Mais après les avis négatifs du Tribunal suprême électoral et de la Cour suprême de justice, la Cour constitutionnelle avait autorisé sa candidature le 30 juillet 2003, au milieu d'un concert de protestations. Or, malgré le fait que le 24 juillet des milliers de personnes aient envahi la ville de Guatemala pour manifester leur appui à la candidature de Ríos Montt, celui-ci a reçu peu de votes et fut éliminé au premier tour.

³ Voir Nnoëlle Demyk, « Campagne électorale chaotique », *État du monde 2004*, p. 388.

⁴ La GANA était constituée par le Parti patriote (PP), du général Otto Pérez Molina; le Parti Solidarité nationale (PSN), fondé par l'homme d'affaires Ricardo Castillo Sinibaldi; et le Mouvement réformateur.

Par ailleurs, au cours de la campagne électorale, l'OEA a dénoncé les menaces proférées contre des militants de droits humains, des journalistes, des candidats et des dirigeants de partis d'opposition. Plusieurs témoins ont blâmé les membres du parti au pouvoir qui se sont contentés de nier les accusations portées contre eux.

À la fin du mois de janvier, le président Alfonso Portillo a fustigé à nouveau les médias, les accusant de prendre parti et de favoriser un candidat de l'opposition. En octobre 2002, trois quotidiens, dont *La Prensa* et *El Periodico*, avaient dénoncé la campagne de harcèlement fiscal et juridique orchestrée par le chef d'État guatémaltèque. Ce dernier avait fait citer plusieurs membres de la presse à comparaître pour évasion fiscale et avait fait diffuser à la télévision des annonces destinées à discréditer la presse écrite. Les relations entre la presse et le gouvernement ont donc été tendues tout au long de la campagne électorale. Un rapport d'Amnistie Internationale divulgué en avril a confirmé l'absence de volonté du gouvernement dans la réalisation des Accords de paix, affirmant que la violence politique au Guatemala s'était accrue en raison des mesures adoptées par le gouvernement de Portillo.

En février, la crise du café s'est faite de plus en plus aiguë, menant les cultivateurs au bord de la famine. Malgré l'aide alimentaire octroyée à quelque 5 000 paysans affectés par la crise, la non-approbation du Plan d'assistance sociale à la crise du café et aux conflits agricoles pour absence de fonds a entraîné la rupture des négociations entre le secteur social et le gouvernement. Ces négociations au sujet de la propriété de la terre de même que sur la responsabilité de l'État dans la crise agricole avaient été entreprises à la mi-décembre 2002. Désespérés, les paysans ont commencé à envahir des terres pour solutionner les problèmes de pauvreté générés par la crise, alors que les mouvements de migrations vers les États Unis augmentaient. Au terme de la période prévue pour l'application du programme d'aide, en juin 2003, seulement 10 % des familles enregistrées avaient reçu l'assistance gouvernementale. Trop peu, trop tard. En octobre 2003, le gouvernement a présenté un plan visant à revitaliser la production de maïs jaune, complètement interrompu à la suite de l'abaissement des barrières tarifaires en 1996. Mais ce plan a été jugé insuffisant par les agriculteurs, qui devront aussi affronter l'ouverture des marchés dans plusieurs secteurs sensibles, au sein de l'ALEAC.

D'autre part, un procès contre l'État guatémaltèque a débuté au Costa Rica le 18 février 2003, concernant l'assassinat de l'anthropologue Myrna Mack, perpétré en 1990. Ce procès est survenu 13 ans après le dépôt de la plainte d'Helen Mack, sœur de la victime, devant la Commission interaméricaine des droits humains. Le gouvernement guatémaltèque a fait parvenir à la Cour un écrit reconnaissant la responsabilité de l'État quant à l'impunité qui a caractérisé ce drame. Réclamant l'annulation des témoignages et de la démonstration des preuves, le gouvernement Portillo a demandé à la Cour de procéder dans l'immédiat à la négociation de compensations financières et politiques, ce que le tribunal a refusé de faire.

Des circonstances troubles ont ponctué le mandat de Portillo. Le 12 février, une mutinerie dans le Centre de détention préventive s'est soldée par la mort de sept prisonniers, dont quatre ont été décapités. Ces événements ont mis en lumière la faiblesse des autorités carcérales, puisqu'une autre mutinerie avait eu lieu le 23 décembre 2002 à l'occasion de laquelle 14 détenus avaient été tués. Par ailleurs, le scandale de la banque BANORO a démontré que la corruption prévalait au plus haut niveau de l'élite financière, éclaboussant en même temps le président guatémaltèque. En effet, le principal actionnaire de la Banque, Angelo Bruno Stragá, de même que son ex-gérant, Alvaro Mayorga ont fait l'objet en février d'une accusation de détournement de fonds de la part du Superintendant bancaire. Ceux-ci auraient détourné quelque 115 millions de quetzals dans des entreprises fantômes impliquées dans le blanchiment d'argent. Straga, qui s'est enfui du pays, était un ami personnel du président Portillo et a contribué au financement de sa campagne électorale. La banque, qui se trouvait dans une situation critique depuis un certain temps, survivait principalement à l'aide de fonds déposés par les différents ministères de l'État guatémaltèque.

Deux procès pour corruption pouvant incriminer le président Portillo pour diffamation et blanchiment d'argent ont aussi débuté en mars 2003, dont un au Panama. Si ce dernier procès a exonéré Alfonso Portillo de toute responsabilité, l'enquête a révélé que des proches du président (son beau-frère ainsi que le vice-président Juan Francisco Reyes López) possédaient bel et bien des comptes bancaires au Panama, ce qui contribuait à maintenir l'impression d'une élite politique financièrement et légalement intouchable. Par ailleurs, l'Institut guatémaltèque de

sécurité sociale a été mis sous tutelle après que des fonds destinés à des investissements immobiliers aient été détournés au cours d'une opération complexe dans laquelle figurait l'un des trésoriers de la précédente campagne électorale du FRG.

Au niveau social, la violence contre les enfants de la rue s'est accentuée en 2003. Durant le premier trimestre de l'année, les organisations de défense des droits humains, qui enregistraient plus de 100 assassinats par mois dans tout le pays, concluaient que les meurtriers ciblaient principalement les petits bandits réhabilités et les militants sociaux. Les ONG de défense des droits humains ont dénoncé la situation devant la Cour internationale des droits humains. Selon une estimation rendue publique en mai, les bandes délinquantes juvéniles seraient composées de 300 000 jeunes. Selon l'Alliance pour la prévention des délits, la plupart de ces jeunes s'enrôlent dans des bandes à cause de la violence familiale qui sévit dans leur foyer en pleine désintégration, de la hausse démographique et du manque de politique destinées à prévenir la criminalité et la réhabilitation des criminels.

Dans le cadre du Plan Puebla-Panama (PPP), les écologistes guatémaltèques ont sonné l'alarme, affirmant que 82 000 hectares de forêts (sur les 4,3 millions d'hectares au total) disparaissent par année, principalement dans la province du Peten. Le PPP compterait parmi les principales causes de cette menace écologique. À la fin juin, plusieurs communautés guatémaltèques et mexicaines ont manifesté à Ixal, au Quiché, leur désaccord face à l'ALEAC et au PPP. Ils considèrent que la construction de voies de télécommunication et de différents projets hydroélectriques affecteraient négativement les communautés du Chiapas et du Guatemala. Les manifestants ont fait front commun et élaboré un plan d'action contre les accords commerciaux et le PPP, comprenant la création de réseaux d'échange pour renforcer les alliances et l'organisation de campagnes d'information et de sensibilisation. Ils souhaitent notamment revaloriser la production de leurs pratiques agricoles traditionnelles et la production de plantes médicinales tout en exigeant au gouvernement la mise en œuvre de projets énergétiques verts.

Le Salvador

- *Économie*

Malgré ses efforts pour sortir d'une phase difficile qui perdure depuis cinq ans, le Salvador a vu son PIB réduit de 0,1 % en 2003 pour se loger à 2 %. Cependant, le PIB per capita est resté stationnaire pour la quatrième année consécutive.

El Salvador: principaux indicateurs économiques			
	2001	2002	2003
<i>Taux de variation annuel</i>			
Produit intérieur brut	1.7	2.1	2.0
PIB per cápita	-0.1	0.2	—
Taux de change effectif	1.5	0.9	0.5
<i>Pourcentage moyen annuel</i>			
Taux de chômage urbain	7.0	6.2	6.2
Taux d'intérêt réel passif	4.1	0.7	0.6
Taux d'intérêt réel actif	8.1	4.3	3.5
<i>(en millions US\$)</i>			
Exportations	3,587	3,799	4,057
Importations	5,795	5,898	6,452
Source : CEPAL			

Durant cette année, les envois de devises aux familles ont à nouveau constitué le principal élément fort de l'économie salvadorienne, dépassant les 32 milliards \$US. Ces rentrées d'argent ont représenté 14 % du PIB. L'industrie maquiladora a constitué la principale source de demande externe. Les secteurs qui ont contribué à l'augmentation du PIB sont l'industrie manufacturière (2,8 %), le commerce (1,1 %), le secteur financier (2,8 %) et le secteur du transport (3,1 %). Cependant, le secteur agro-alimentaire a enregistré une baisse (- 0,6 %) en particulier à cause de la quasi stagnation des prix du café et du sucre sur les marchés internationaux.

Le montant total des exportations a atteint 4 057 millions \$US, une augmentation de 6,71 % par rapport à 2002 grâce à la bonne performance des maquiladoras (9 %) et des produits non traditionnels (4,4 %). Par opposition, les exportations de produits traditionnels ont baissé de 10 %, principalement à cause de la baisse des revenus provenant du sucre (- 21 %) et du café (- 7,2 %).

Les importations ont quant à elles augmenté de 9,39 % par rapport à 2002, atteignant 6 452 millions

\$US. Cette hausse est due au dynamisme des importations de biens intermédiaires destinés aux manufactures, qui ont crû de 10 %, et de biens destinées à la consommation. Le Salvador a par conséquent enregistré une balance commerciale négative de l'ordre de 2 395 millions \$US, représentant 15 % du PIB.

L'investissement public a diminué considérablement en 2003, en raison de la fin des travaux de construction entrepris à la suite de tremblements de terre en 2001. Malgré une expansion du crédit au secteur privé de l'ordre de 7 %, les niveaux d'investissements réels et les flux de capitaux n'ont pas augmenté en 2003. Cette stagnation économique est attribuable, selon la CEPALC, aux termes d'échange défavorables. Cependant, la Banque centrale de la réserve prévoit une croissance de 3,5 % pour 2004, grâce notamment à l'adhésion du Salvador à l'ALEAC.

L'objectif central de la politique économique du Salvador demeure la négociation d'accords commerciaux, basés sur la compétitivité du secteur privé. La signature de l'ALEAC le 17 décembre 2003 est un pas en ce sens. Malgré les efforts pour implanter un modèle d'économie basée sur les exportations, les activités économiques du pays sont demeurées principalement déterminées par le niveau de consommation privé, et en second lieu, par les exportations de biens et services, ainsi que par l'investissement brut interne. Selon l'analyste Edgar Lara⁵, de la Fundacion para el desarrollo (FUNDE), le modèle actuel axé sur les exportations laisse de côté les initiatives qui généreraient plus d'opportunités pour le marché interne. En raison de l'emphase mise sur le secteur tertiaire et de sa faible articulation avec le secteur productif, ce modèle ne stimule pas la croissance.

- *Politique et société*

Malgré un taux important d'abstention (59%), la tenue d'élections municipales et législatives au Salvador⁶, le 16 mars 2003, a consolidé les positions du Front Farabundi Martí de libération nationale (FMLN). Ce parti représente maintenant une réelle alternative pour l'élection présidentielle qui aura lieu

⁵ Voir Hugo Lam, *El Salvador. Economía en reposo*, Infopressca.com.

⁶ Noëlle Demyk, *L'État du monde 2004. Annuaire économique et géopolitique mondiale*, La Découverte/Boréal, 2003, p. 392.

en mars 2004. Avec un total de 34 % des suffrages, ce dernier a conservé 31 sièges sur un total de 84 à l'Assemblée législative, devenant ainsi le parti majoritaire. Il s'est aussi maintenu à la tête de 62 municipalités (contre 67 auparavant), sur un total de 262. Bien implanté en milieu urbain, il a remporté pour la troisième fois la mairie de la capitale, San Salvador, celles de treize des dix-neuf communes de la métropole du Grand Salvador, ainsi que huit des quatorze chefs-lieux de département.

Ces succès ont confirmé l'érosion progressive de l'électorat du parti de droite au pouvoir depuis treize ans, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA). L'ARENA a perdu deux députés, devenant minoritaire avec 27 sièges et 32 % des voix. Elle a conservé 111 municipalités (sur 127 auparavant), principalement en milieu rural dominé par l'oligarchie terrienne conservatrice. Le Parti de conciliation nationale (PCN), représentant la vieille oligarchie agro-exportatrice, constituait toujours la troisième force au pays avec 13 % des voix, 53 municipalités (20 de plus qu'avant) et 16 sièges de députés. « Malgré la présence de onze partis dans le scrutin et le retour à la paix civile depuis une décennie, le bipartisme et la polarisation politique issus de la guerre des années 1980 n'ont pas été entamés. »⁷ Quoique le FMLN possède des atouts importants pour gagner la future élection présidentielle, certains facteurs pourraient empêcher sa victoire : un fort taux d'abstention combiné aux alliances électorales avec les petites formations, à l'hostilité du pôle conservateur, ainsi qu'à l'inquiétude affichée par les États-Unis face à une telle éventualité.

L'ARENA a fait campagne sur le renforcement du champ social, « délaissé au profit de la modernisation financière et de la transnationalisation d'une économie dollarisée depuis deux ans. »⁸ La stagnation du PIB par habitant, de même que la faiblesse des exportations et de l'investissement privé ont démontré les limites du modèle adopté. La diminution des salaires réels et l'augmentation des prix à la consommation ont en effet accru la pauvreté. Pour revendiquer de meilleures conditions salariales et manifester leur refus de la privatisation, les travailleurs membres du syndicat de l'Institut salvadorien de sécurité sociale et du syndicat des médecins de ce même institut ont entamé le 18 septembre 2002 une grève qui s'est terminée neuf

mois plus tard, soit le 9 juin 2003. Le gouvernement s'est engagé à ne privatiser aucune institution étatique. Cependant, l'épidémie de maladie respiratoire qui s'est déclarée en juillet et a fait 312 morts, principalement des enfants mineurs et des personnes âgées, a mis en évidence la fragilité du système de santé salvadorien.

Afin de redorer l'image du gouvernement, le Conseil supérieur du travail a présenté en mai 2003 un projet d'augmentation du salaire minimum. Après consultation avec les syndicats et le milieu des affaires, une hausse de 10 % a été décrétée à la fin mai dans le secteur du commerce et des services, de 7,5 % dans l'industrie et de 5 % dans les maquiladoras. Seul le secteur agricole, grand perdant, n'a pas obtenu d'augmentation salariale. Pourtant, la crise du café a affecté dramatiquement l'emploi dans ce secteur. Un nombre croissant de paysans ont émigré vers les centres urbains en raison de la crise agricole. Selon le Second rapport sur le développement humains en 2003, quelque 70 000 salvadoriens vont chaque année tenter leur chance aux États-Unis.

Au plan des droits humains, les groupes de défense des droits humains se sont opposés à l'opération Mano Dura, visant à stopper la délinquance juvénile. La plupart des 350 jeunes délinquants arrêtés en août 2004 ont été relâchés faute de preuve. Cependant, la mise en œuvre de cette opération en vue de restaurer la sécurité au pays a suscité une vague de sympathie de la part de la population et rehaussé la cote de popularité de l'ARENA dans les sondages. Une série d'enquêtes effectuées dans les municipalités du Grand Salvador (dominé par le FMLN) par le Vérificateur de la République, mettant au jour plusieurs irrégularités, a plutôt été considérée comme une manœuvre électorale du parti au pouvoir visant à dénigrer l'opposition.

Le Honduras

• Économie

Malgré quelques progrès, le Honduras a traversé une année économique difficile en 2003. Après deux ans de stagnation économique et de chute de revenu per capita, le Honduras a connu en 2003 une faible récupération, avec un PIB de 3 %. Cette hausse est due à une progression de la production industrielle (7,3 %) et agroalimentaire (2,8 %), de même qu'à la

⁷ *Idem*, p. 393.

⁸ *Idem*.

croissance des exportations. Le gouvernement ayant misé sur les maquiladoras, le tourisme et le bâtiment, ces secteurs ont enregistré un bilan positif en 2003. L'augmentation de l'investissement public et privé dans le secteur des télécommunications, de l'énergie et de l'habitation a aussi contribué à la hausse du PIB. (Voir tableau)

III - Principaux produits d'exportation (millions US\$, au mois d'octobre de 2003)			
Produit	2001	2002	2003
Café	152.95	171.04	168.94
Crevettes	126.32	101.72	115.83
Banane	173.35	132.62	103.96
Or	52.14	67.04	56.36
Huile de palme	21.08	23.41	44.47
Autres produits	322.24	371.83	403.22

Source : Banque centrale de Honduras

Un point positif à ce bilan : la réduction de l'inflation de 7,2 % dans un climat de relative stabilité du taux de change. Durant les années 90, l'inflation au Honduras, qui a été en moyenne de 20 %, a commencé à se résorber graduellement. Mais les niveaux inflationnistes sont toujours problématiques et réduisent le pouvoir d'achat des travailleurs. On a assisté en 2003 à une hausse des prix pour tous les produits, principalement les biens et services. Le niveau des réserves internationales s'est maintenu stable, comme par les années précédentes, et la dévaluation du Lempira face au dollar n'a été que de 6 %, un taux identique à celui des années précédentes.

Mais, selon la CEPALC, ce léger redressement, ainsi que l'augmentation de la production par habitant (0,4 %) ne seront pas suffisants pour corriger la tendance négative enregistrée sur le marché du travail. En effet, par rapport à 2002, le déficit externe s'est accru de 6,6 %, de même que le déficit fiscal (5,4 %) . Les analystes considèrent que seule une croissance de 5 à 6 % serait suffisante pour réduire les alarmants indicateurs de pauvreté au pays.

I - Honduras: principaux indicateurs économiques			
	2001	2002	2003
<i>Taux de variation annuel (en %)</i>			
PIB	2.7	2.4	3.0
Prix au consommateur	8.8	8.1	7.2
Taux de change réel effectif	-2.1	1.9	2.1
Taux de chômage urbain	5.9	6.1	7.7
Taux d'intérêt réel passif	5.3	5.3	4.8
Taux d'intérêt réel actif	13.8	13.6	13.6
<i>(en millions US\$)</i>			
Exportations	2,436	2,458	2,601
Importations	3,511	3,492	3,928
Solde du compte courant	-293	-243	-454
Compte de capital et financier	293	307	455
Balance globale	0	64	1

Source : CEPAL

Durant les deux premières années de son mandat, le président Ricardo Maduro a dû implanter trois ajustements structurels pour satisfaire aux conditions du Fonds monétaire international (FMI) et maintenir la stabilité macroéconomique. En décembre 2003, le troisième ajustement appliqué par le gouvernement Maduro a mis l'accent sur le gel des salaires (pour trois ans) des fonctionnaires et des employés publics, en particulier, des enseignants et des médecins du système d'éducation et de la santé. Le gouvernement a également augmenté le prix du pétrole et imposé une taxe sur ce produit, en gelant par ailleurs les prix des principaux produits du panier de provision familial. Grâce à ces mesures, le président Maduro prévoit une croissance de 4 à 4,5 % du PIB en 2004.

- *Politique et société*

Ce bilan économique a été réalisé dans un climat d'incertitude généré par les négociations ardues avec le FMI, qui ont duré deux ans. Un accord technique préliminaire a finalement été conclu en décembre 2003, afin d'en venir à la signature d'un engagement au premier trimestre 2004. Grâce à cette signature, le Honduras obtiendra les bénéfices de l'Initiative pour les pays pauvres très endettés (Initiative PPTE), ce qui implique une remise de la dette externe de l'ordre de 900 millions \$. Avec cette nouvelle marge de manœuvre, le pays pourrait financer plus aisément sa Stratégie de réduction de la pauvreté.

Au plan politique, la gestion du gouvernement du président Ricardo Maduro, investi au début de 2002, a été plutôt tumultueuse. En raison de la rupture de l'alliance entre le Parti national (PN) au pouvoir et le petit Parti démocrate-chrétien (PDCH), le gouvernement a perdu en août 2003 la majorité simple au Congrès. Les cinq partis politiques représentés au Congrès ont toutefois conclu en novembre un accord visant à réformer le système politico-électoral et fixer la date des élections de 2005. Les dates du 13 février et du 27 novembre 2005 ont été respectivement retenues pour les élections primaires et générales.

En juin, le travail du ministère de la Sécurité a été mis en cause, à la suite de la divulgation d'un rapport sur l'assassinat de jeunes délinquants dans une prison de la côte atlantique. La fuite de deux narcotrafiquants étrangers et la recrudescence des enlèvements ont également soulevé une vague d'indignation, les milieux politique et des affaires exigeant l'adoption de mesures drastiques pour combattre la criminalité et le crime organisé, en particulier, ainsi que pour épurer la police nationale.

En matière de lutte contre le narcotrafic, le Honduras a reçu sa certification de la part des États-Unis, mais a également été blâmé pour le peu d'actions concrètes prise contre le trafic de la cocaïne. Au début juillet, un journaliste de Telecentro, la plus importante chaîne de télévision du pays, a rendu public un document contenant les noms, les comptes bancaires et les entreprises liées aux réseaux de narcotrafiquants et appartenant à des politiciens, des ex-militaires, des policiers, des entrepreneurs, des avocats et des juges y compris des ex-juges de la Cour suprême du pays. La rivalité entre les cartels de la drogue au Honduras a mené en juillet à l'arrestation de deux députés honduriens en moins d'un mois. Devant cette preuve de l'infiltration dans les cercles politiques, l'immunité des fonctionnaires a été levée par le Parlement. D'autre part, le gouvernement du Honduras a été convoqué en mars 2003 devant la Cour interaméricaine de droits humains en relation avec la mort du hondurien Juan Humberto Sánchez, ex-membre du FMLN, en 1992.

Au plan social, la hausse des prix du pétrole dans le cadre des négociations avec le FMI a provoqué la colère de plusieurs centrales syndicales et organisations sociales. Le gouvernement Madura a toutefois décrété, le 27 mars, une hausse de 12 % du salaire minimum. La volonté du gouvernement de

réformer la législation du système coopératif, d'institutionnaliser le secteur du café et de privatiser les services de santé a créé un climat d'instabilité sociale dans le pays. L'adoption le 30 septembre d'un plan global de téléphonie, impliquant l'octroi de contrats à l'entreprise privée, a été interprétée comme un pas vers la privatisation de la société d'État de télécommunications.

À la suite d'une série de manifestations populaires, la Chambre législative a décidé en mars de suspendre la discussion sur le projet de réforme des lois sur les ressources forestières et sur l'eau qui pouvait éventuellement mener à la privatisation. L'adoption de lois conditionnelles en vue de la conclusion d'un accord avec le FMI a continué à susciter de nombreuses protestations. Une marche exigeant que le président impose son veto à l'adoption de la Loi sur l'eau et son assainissement, ainsi que le retrait des projets de loi sur le Service social et l'Institut national de registre de la propriété, a dégénéré en affrontements violents, le 26 août 2003, qui ont fait une vingtaine de blessés.

Par ailleurs, la mort d'un footballeur réputé a mis au jour en février 2003 l'existence de plus de 400 bandes de délinquants juvéniles associées au crime organisé et regroupant plus de 50 000 jeunes. Ces événements ont mené à l'adoption d'une série de mesures pour freiner la criminalité. En juillet, le gouvernement a interdit ces bandes, ordonné leur désarmement, renforcé les peines pour les délits liés au crime organisé et abaissé l'âge d'emprisonnement pour un jeune criminel de 21 à 16 ans. Cette initiative, qui a été jugée inconstitutionnelle par certains observateurs, a démontré l'échec de la politique de sécurité du gouvernement. Cependant, trois semaines après l'adoption de ces mesures, le nombre de délits courants avait diminué de moitié. La situation dans les prisons demeurait toutefois critique. En raison de conditions déficientes de détention, soixante-neuf détenus ont trouvé la mort et trente autres ont été blessés lors d'une mutinerie dans le centre pénal El Porvenir, le 5 avril 2003.

En matière d'environnement, les menaces de mort faites au prêtre Andrés Tamayo, défenseur des forêts, a entraîné la mobilisation massive des citoyens s'opposant à la destruction des forêts à la fin juin. À la suite d'une marche vers Tégucigalpa intégrée par de nombreux paysans et environnementalistes exigeant la paralysie de l'industrie forestière, le gouvernement Maduro a ordonné la protection de l'ecclésiastique et a mis en place un plan pour

empêcher les coupes illégales de bois. Pour calmer le mécontentement populaire, il a aussi promis l'élaboration d'une nouvelle politique forestière. Les pressions concernant l'assassinat, le 26 novembre, du journaliste German Antonio Rivas, qui avait dénoncé les dommages environnementaux causés à la rivière Lara par une compagnie minière, Minerales de Occidente S.A. (Minosa), appartenant à Banco Atlantida, liée à la compagnie canadienne Maverik Mining, ont par ailleurs forcé le président Maduro à demander une enquête exhaustive sur ce drame.

Le Nicaragua

- *Économie*

En 2003, la croissance économique du Nicaragua a été de 2,3 %, du PIB, une performance inférieure à celle prévue (3 %) dans le Plan économique de réduction de la pauvreté. Ce faible résultat est dû à la rareté de l'investissement privé et à la stagnation des importations, et ce, malgré une demande croissante des consommateurs et l'augmentation de l'investissement public. En fait, le PIB per capita a diminué en 2003 de 0,4 % en tenant compte du taux de croissance démographique. La baisse du déficit du compte courant de la balance des paiements est toutefois considéré comme un élément positif. Elle a contribué, avec l'augmentation du flux des capitaux, à la consolidation des réserves monétaires internationales, à la réduction du déficit fiscal de 4,3 % à 2,3 % ainsi qu'au maintien d'un taux d'inflation à 5,3 %. Le respect des conditions fixées par le FMI pour l'accès à l'Initiative PPTE permettra au Nicaragua d'obtenir une remise de 80 % de sa dette publique externe.

Cette relative stabilité économique a été atteinte en 2003 grâce aux ajustements réalisés par le gouvernement nicaraguayen, qui tente de réactiver l'économie nationale. Cependant, certains analystes, tel Nestor Avendano, directeur de Consultores para el Desarrollo Empresarial (COPADES), affirment que les données sur la croissance et l'endettement du pays sont inférieures à celles rendues publiques par le gouvernement. Le gouvernement de Enrique Bolanos vise une croissance de 5 % en 2004.

- *Politique et société*

En 2003, le régime dirigé par Enrique Bolanos a dû faire face à d'importants problèmes de gouvernabilité, après la mise en accusation et

l'assignation à résidence de l'ancien président Arnoldo Aleman. Devenu député et président de l'Assemblée nationale en 2002, Aleman s'est vu retirer son immunité parlementaire après avoir été accusé de blanchiment d'argent, corruption, enrichissement illicite et malversations dans l'utilisation des fonds publics. La croisade anticorruption entamée en 2002 a mené à la mise en accusation d'une douzaine d'autres personnalités, ce qui est bien peu en regard de la corruption généralisée au sein de l'appareil d'État. Même des fonds de la Banque interaméricaine et de la Banque mondiale ont été détournés au profit d'Aleman. Plusieurs juges, fonctionnaires juridiques de l'État, y compris le procureur général de la République, ont fait l'objet d'enquêtes pour corruption et collusion avec le narcotrafic. Mais les coûts politiques de cette opération ont été lourds pour le gouvernement Bolanos, qui a lui aussi fait l'objet d'une dénonciation pour financement illicite durant la campagne électorale. Certaines irrégularités dans le processus de privatisation de l'électricité ont également été imputés au président Bolanos.

De plus, l'affrontement a persisté entre l'exécutif et le pouvoir législatif, « en dépit des exhortations internes et nord-américaines à la réunification des libéraux face à l'opposition sandiniste en vue de l'élection présidentielle de 2004. »⁹ Grâce à une alliance entre le Parti Libéral constitutionnel (PLC) d'Aleman et le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), l'opposition a fait élire neuf magistrats de la Cour suprême en juin 2003 et a tenté de bloquer le vote du budget 2003. Les députés ont à cette occasion supprimé certaines dispositions imposées par le FMI, retardant la signature du plan triennal d'aide financière. En raison de leur progression à la Cour suprême de justice, au Parlement et au Conseil suprême électoral, ils ont aussi réussi à reporter la date des élections municipales pour les faire coïncider avec les élections présidentielles. Cependant, sous l'influence de Washington, qui cherche à exclure le FSLN de toutes négociations, l'alliance PLC et FSLN s'est rompue le 5 décembre 2003 et le parti libéral de Enrique Bolanos a regagné sa place au sein du Parlement en janvier 2004.

Au plan social, les ajustements proposés par le président Bolanos quant aux tarifs universitaires, en raison des mesures d'austérité gouvernementales, ont provoqué une vague de protestation chez les étudiants

⁹ *Idem*, p. 390.

et les enseignants, qui ont affirmé que le gouvernement négligeait le secteur de l'éducation. Cependant, le plan de développement présenté en septembre par le gouvernement Bolanos a été généralement bien reçu par la population, à l'exclusion des partis d'opposition.

L'abandon des frais de douane de 35 %, imposé depuis novembre 1999 à tous les produits provenant du Honduras a été un soulagement pour les producteurs honduriens. Cette mesure a été prise en mars 2003 dans le cadre de la négociation de l'ALEAC. Cependant, ce triste épisode a fortement nui à l'intégration régionale et miné la crédibilité de la Cour centraméricaine de justice, qui s'est révélée incapable de régler ce différend. À la fin avril, le gouvernement du Nicaragua a également réactivé un vieux conflit avec la Colombie, qui réclame la propriété de plus de 100 000 km² de mer territoriale et de plate-forme continentale dans les Caraïbes. La cause a été présentée par les représentants du gouvernement devant la Cour internationale de La Haye. Le Nicaragua tente de résoudre ce conflit en raison des projets d'exploration pétrolière qu'il souhaite réaliser dans cette région. Quatre compagnies américaines ont été sélectionnées pour effectuer ces projets.

Le Costa Rica

- *Économie*

Contre toute attente, le Costa Rica a enregistré en 2003 une croissance de 5,8 % du PIB. Cette importante percée place le pays parmi les rares pays latino-américains ayant eu des taux de croissance supérieurs à 3 % en 2003, notamment l'Argentine, le Chili, la Colombie et le Pérou. Ces bons résultats dépendent de facteurs internationaux tout autant que de réformes réalisées au plan interne. Le fait que l'économie mondiale n'ait pas été outre mesure affectée par la guerre en Irak, de même que la légère hausse du prix du pétrole ont avantagé le Costa Rica. Mais le pays a aussi tiré profit de la Loi de contrôle fiscal, qui a augmenté l'apport fiscal, ainsi que de sa politique de change.

Le Costa Rica représente l'exception à la règle centraméricaine. Dans ce pays, la croissance économique a été accompagnée par une forte croissance monétaire (19,1 %), un dévaluation de 6 % et le taux le plus important d'inflation de la région (9,3 %). Paradoxalement, l'économie du Costa Rica,

la nation où les envois de devises sont les plus bas, est la plus florissante de la région. On y a noté en 2003 une forte hausse des exportations, la réactivation du secteur agricole, l'expansion des activités de construction, de transport, de télécommunications et d'énergie, ainsi que du tourisme international. De plus, la croissance s'est concentrée sur les biens de capital et les matières premières, alors que ses voisins ont vu croître rapidement leurs importations de biens de consommation. Au vu de ces données, la CEPALC prévoit que le rythme de croissance du Costa Rica atteindra le double de celui de ses partenaires centraméricains en 2004.

Durant l'année 2003, le gouvernement a farouchement combattu les déséquilibres internes, par le biais d'ajustements qui n'ont pas touché le taux de change ni la disponibilité du crédit. Grâce à la vente de bons du Trésor (230 millions \$US) et la hausse des exportations, ses réserves monétaires internationales ont grimpé à 1 903 millions \$ US, un montant inégalé depuis 1995. Le gouvernement a ainsi pu effectuer en janvier 2003 un paiement pour réduire sa dette externe. Par ailleurs, les dépenses gouvernementales ont baissé de 9 % par rapport à 2002, alors que les revenus ont augmenté de 16,4 %.

Cependant, la dette interne (de 6 514 millions \$US) demeure un problème important, le paiement des intérêts ayant accaparé à lui seul 718,3 millions \$US. Une réforme fiscale s'impose pour générer davantage de revenus gouvernementaux. Une étude publiée en janvier 2003 a en effet révélé que le secteur bancaire ne payait que 30 % des impôts sur la rente qu'il devait normalement assumer. Le gouvernement compte sur l'appui du Congrès pour rénover l'appareil fiscal et ainsi réduire le déficit du gouvernement central à 1,5 % du PIB. Si cette réforme n'est pas adoptée, le Costa Rica devra diminuer ses dépenses publiques et fera face en 2004 à une hausse de ses taux d'intérêt, une inflation plus importante et un manque de fonds pour les programmes sociaux. Le ministre de l'Économie a déjà dû procéder en décembre 2003 à des compressions budgétaires de l'ordre de 40 milliards de colons, en raison du report par le Congrès de l'analyse de la réforme fiscale en 2004.

Par ailleurs, une enquête sur le déficit fiscal rendue publique en juillet 2003 a révélé plusieurs irrégularités dans l'utilisation des fonds publics. La Commission des dépenses publiques a dénoncé la corruption étatique et l'évasion de millions de dollars.

Quelque 40 % des finances publiques auraient mal été utilisées. Ces révélations ont jeté une ombre sur la décision du gouvernement de lever de nouveaux impôts pour réduire le déficit fiscal de l'État.

Mentionnons que le Costa Rica est le pays centraméricain où les inégalités dans la distribution de la richesse se sont accrues le plus durant les années 90.¹⁰ Des restrictions budgétaires pourraient creuser davantage le fossé entre riches et pauvres et hypothéquer notamment les dépenses en éducation, santé et logement. La faiblesse des mécanismes de distribution pourrait dégénérer encore après la signature de l'ALEAC, d'après certains observateurs.

- *Politique et société*

Au plan politique, l'indécision gouvernementale et la négociation de l'ALEAC ont caractérisé l'année 2003. Tout d'abord, le scandale des fonds illicites ayant financé la campagne électorale a éclaboussé jusqu'au président Abel Pacheco lui-même, ainsi que des membres de son parti, le Parti de l'unité sociale chrétienne (PUSC). En effet, une enquête a révélé en août 2003 que le parti au pouvoir avait mis sur pied une structure parallèle dans le but de recueillir des fonds pour la campagne électorale, fonds qui n'avaient pas été déclarés officiellement. Des chèques provenant de gens d'affaires ont été trouvés, ce détournement de fonds étant jugé comme la plus grande fraude des dernières années. Suite à cette affaire, la ministre des Finances Maria Villalobos a remis sa démission, le 15 septembre 2003. Le gouvernement perdait ainsi le huitième membre de son cabinet en un an.

Certains cas de violation du code éthique parlementaire ont par ailleurs été mis au jour. En février, le Parti de libération national (PLN) a rayé de ses rangs Rolando Araya, ex-candidat à la présidence, de même que son trésorier Emilio Baharet, qui avaient accepté de recevoir des fonds étrangers pour financer leur campagne électorale. Ce même mois, huit des quatorze députés du Parti Action citoyenne (PAC), la troisième force politique au pays, ont annoncé leur démission¹¹ et la formation d'un

¹⁰ Selon le II Informe Estado de la Region. Voir Isis Campos, « Costa Rica. Economia crece, pero con problemas de distribucion ».

¹¹ Ces députés ont été blâmés par leurs collègues pour avoir utilisé un véhicule du Congrès contrairement à la Loi sur l'éthique et pour avoir voté en faveur de la Loi sur l'électricité.

nouveau groupe parlementaire appelé le Bloc patriotique parlementaire.

Au printemps 2003, le Costa Rica a indiqué son intention de participer, à la demande de Georges W. Bush, à la coalition des pays en guerre contre l'Irak. Cette décision, prise dans le cadre des négociations de libre-échange, a été fortement contestée, entraînant la formation d'un groupe de citoyens appelé « à la défense des habitants de la République ». Le 21 avril suivant, le groupe a déposé une plainte, accusant le président Abel Pacheco et le vice-président Roberto Tavar d'avoir posé un geste anticonstitutionnel et sommant le gouvernement de se retirer de la « Liste de la honte » des pays en guerre, sans succès. La coalition citoyenne a publié plusieurs communiqués et effectué plusieurs marches et manifestations pour alerter l'opinion publique.

Le nouveau président Pacheco avait tenté en 2002, avec un certain succès (lors de la discussion sur le Pacte fiscal, notamment), d'associer les représentants de la société civile aux débats politiques. En 2003, les travailleurs et le gouvernement se sont plutôt retrouvés en situation de conflit. Mettant en cause la volonté du gouvernement de négocier le montant des subventions accordées aux combustibles, les pêcheurs ont bloqué avec leurs bateaux le port de Puntarenas, le 22 avril 2002. Le gouvernement a réprimé la manifestation au cours de laquelle un pêcheur a été tué et plus d'une quarantaine de manifestants ont été détenus. Après des excuses de circonstance, l'Autorité régulatrice des services publics s'est engagée à améliorer les conditions des travailleurs de la pêche. Cependant, les méthodes répressives utilisées par le gouvernement ont illustré le rejet des mesures légitimes de contestation et suscité la colère des citoyens.

Par ailleurs, les grèves et les mouvements sociaux dans le secteur public (électricité, enseignement et autres) ont révélé l'insatisfaction d'une population très attachée aux services publics créés par l'État-providence social démocrate. Ces services ont progressivement été réduits depuis deux décennies. Avant la fin de la première ronde de négociations de l'ALEAC ALCA, les employés de l'Institut costaricain de l'électricité se sont opposés à l'ouverture commerciale en matière de télécommunications. L'adoption en février 2003 d'une loi ouvrant la porte à la privatisation de ce secteur avait suscité un tollé. La grève des employés de l'Institut costaricain de l'électricité (ICE), déclenchée le 16 mai 2003 en raison des mesures de

restrictions budgétaires, a aussi fait bouillir de neige chez les fonctionnaires. Durant les mois de mai et juin, des grèves de protestation contre la réduction des dépenses publiques ont éclaté chez les travailleurs de la société d'État d'énergie et d'électricité, de l'Institut national de sécurité, des services portuaires et du pétrole, de l'éducation et de la santé. Les fonctionnaires costaricains ont aussi organisé une marche contre le néolibéralisme.

Devant cette réprobation collective des politiques gouvernementales, trois ministres ont démissionné tour à tour, soit Rina Contreras, ministre de la Présidence, Jorge Walter Bolaños, ministre de l'Intérieur, ainsi que Astrid Fischel, ministre de l'Éducation. Depuis le début des opérations de l'actuelle administration, en mai 2002, six ministres ont ainsi donné leur démission. Le 5 juin 2003, un accord a été conclu entre employés de l'État et le gouvernement. Cependant, cet accord a été dénoncé par le secteur privé, considérant qu'il donnait trop de pouvoirs aux syndicats costaricains. À la veille de la signature de l'ALEAC, les tensions sociales sont demeurées vives, même au sein du milieu des affaires. Le modèle de développement adopté par le gouvernement costaricain a en effet créé une polarisation entre les entrepreneurs, dont une partie prône la diminution des coûts sociaux de l'ouverture commerciale, alors que l'autre recommande tout simplement un changement de modèle économique.

Dans le cadre de l'adhésion future à l'ALEAC, le gouvernement a élaboré plusieurs projets de loi afin d'attirer les investissements étrangers, notamment sur la flexibilisation du travail. Cette mesure équivaut cependant à la suppression des règles régissant les horaires de travail, selon certains analystes. D'autre part, la demande de dédommagement (57 500 millions \$US) de la compagnie pétrolière Harken Costa Rica Holdings (appartenant à Harken Energy Corporation, Dallas, Texas), qui s'est vue empêcher par le gouvernement costaricain d'exploiter les gisements situés sur la côte en 2001, a aussi semé le doute sur la possibilité de l'État de protéger l'environnement, surtout après l'adhésion à l'ALEAC. Le gouvernement et la compagnie se sont entendus hors cours pour régler le litige. En octobre 2003, le gouvernement Pacheco a adopté un décret visant à octroyer des concessions privées dans les zones forestières protégées du pays. Les environnementalistes et les organisations communautaires de ces régions craignent que cette mesure ne conduise au marchandisage des ressources forestières protégées en vue de la réalisation de

projets biochimiques et hydroélectriques. Le projet hydroélectrique Boruca initié par le gouvernement a d'ailleurs fortement été contesté par les Indiens de la comunidad de Yimba Cajc.

En matière d'immigration, l'analyse par la Cour constitutionnelle de quatre règlements controversés de la Loi sur l'immigration et les étrangers a entraîné la suspension de la détention et de la déportation d'immigrants, dont la majorité sont des Nicaraguayens. Les organismes agissant dans ce secteur avaient jugé que cette loi, de même que les interventions des policiers, violait le respect des droits des immigrants. Malgré la suspension de la loi, une opération surprise fortement controversée a eu lieu en janvier 2004 dans la localité de El Carpio, composée en majorité d'immigrants nicaraguayens. Quelque 600 d'entre eux ont été interrogés par les autorités policières et quinze d'entre eux ont été détenus.

La politique sociale du Costa Rica a par ailleurs été remise en cause par la Banque mondiale en mai 2003. Après avoir réalisé une évaluation sur l'efficacité des dépenses publiques, la BM a recommandé une série de réformes visant à mettre sur pied des mécanismes pour s'assurer que les investissements réalisés parviennent vraiment aux plus démunis. L'insécurité a également été un sujet chaud en 2003. À la suite du viol sauvage d'une fillette au début de l'année, la population s'est mobilisée pour demander des peines plus sévères pour les contrevenants : une marche a été réalisée en juillet et une pétition de 1,3 millions de noms a été envoyée au Parlement à cet effet en août 2003. Le projet de loi ébauché à ce sujet a cependant fait l'objet de critiques, certains observateurs étant d'avis qu'une augmentation des peines n'était pas suffisante pour stopper la criminalité.

Cette chronique a été réalisée en partie grâce aux informations publiées tout au long de l'année 2003 dans la revue Inforpress Centroamericana.